Declaration on Plant Variety Protection and Seed Laws from the South-South Dialogue

Durban, South Africa
29 November 2015

Nous, participants au Dialogue Sud - Sud, membres d'organisations paysannes et de la société civile et personnes physiques concernées d'Afrique, Asie, Amérique Latine et Europe, nous travaillons sur les questions de souveraineté alimentaire et semencière, du contrôle de la production et de l'échange des semences par les paysans, et de biodiversité. Nous nous sommes réunis à Durban, en Afrique du Sud, du 27 au 29 novembre 2015, pour échanger informations et savoirs, afin de parvenir à une compréhension commune sur la politique et les lois de protection des variétés de semences et plantes (PVP), et sur les stratégies de résistance et d'alternatives au Sud.

Dans chacun de nos pays et régions, nous travaillons avec les paysans, les communautés rurales et les organisations de la société civile pour faire avancer la lutte mondiale en cours pour un monde socialement juste et écologiquement durable, dans lequel familles et communautés rurales ont le contrôle et le pouvoir de décision sur la production et la distribution des aliments et des semences.

Les sociétés humaines et les semences que nous utilisons pour produire les aliments qui nous nourrissent, ont évolué en symbiose pendant des millénaires. Les semences proviennent de la nature, sont diversifiées et ont été conservées, nourries et améliorées par des processus d'expérimentation humaine, découverte et innovation à travers le temps. En conséquence, les semences sont un patrimoine collectif de l'humanité. Les paysans et les peuples indigènes ont toujours été les conservateurs et les gardiens des savoirs collectifs enchâssés dans la grande diversité de semences, qui ont permis à l'humanité de se développer en espèces.

Mais aujourd'hui, la cupidité capitaliste fait planer des menaces fondamentales sur la conservation, la reproduction et l'usage continus de la diversité génétique, nourrie pendant tout ce temps. L'enclosure forcée des terres et autres ressources naturelles, leur accaparement et transformation en propriété privée, a été une époque désastreuse de l'histoire. Ceci a causé et continue de causer la dislocation des structures sociales et le déplacement des populations, endommageant les tissus sociaux, déconnectant les peuples de leurs terres, et concentrant les richesses socialement et collectivement produites dans les mains de quelques uns au détriment du grand nombre.

Il y a un assaut renouvelé et toujours plus fort sur la semence, héritage de la biodiversité agricole et les connaissances qui y sont associées. Les systèmes politiques et les lois y relatives sont déjà très avancés en Europe, aux États Unis et ailleurs dans le monde, et sont en train d'être imposés à nos pays au Sud à travers des accords multilatéraux et bilatéraux de commerce et d'investissement. Ils sont fondés sur des systèmes légaux qui donnent des droits exclusifs sur les semences sous le prétexte fallacieux que les variétés végétales ont été 'découvertes' et améliorées. Mais ces variétés 'découvertes' sont le produit de toute l'histoire des améliorations et de la conservation humaine conduite par les paysans. D'affirmer des droits exclusifs sur un tout, sur la base de petits ajustements, est purement et simplement du vol.

Des efforts sont en train d'être menés agressivement par les multinationales de semences et des sciences de la vie et leurs complices dans les institutions nationales et internationales pour étendre cette expropriation à l'ensemble du Sud. Ceci prend la forme d'une croisade politique et technocrate, coordonnée pour imposer des lois et régulations uniformes et draconiennes en faveur des droits de propriété intellectuelle (DPI) tels que la Protection des Variétés Végétales (PVP) pour des intérêts privés, la prolifération des semences génétiquement modifiées (OGM), et la reconnaissance et la vente exclusives de semences et autres variétés végétales qui passent par un système de sélection et de production très contrôlé par des élites économiques.

Ces développements n'apportent aucun bénéfice aux familles et communautés rurales, ni à la société en général. En quelques petites décades - juste une petite fraction du temps depuis que les humains se sont engagés dans l'agriculture - cette enclosure du patrimoine semencier collectif s'est répandue de façon virulente

à travers le monde. Les pratiques historiques de système semencier approprié géré par les paysans sur lesquelles nous nous sommes reposés sont vilipendées, dénigrées comme arriérées, obsolètes et criminalisées. Les paysans sont traînés devant les tribunaux et emprisonnés pour avoir maintenu les ressources génétiques comme système vivant, pendant que les multinationales semencières et alimentaires font des profits immenses légitimés par les lois semencières et de propriété intellectuelle.

Le résultat est l'érosion alarmante de la biodiversité agricole et des connaissances associées, et une menace grandissante sur l'utilisation durable des ressources génétiques, et par conséquent sur la production alimentaire et l'équilibre écologique, et sur l'humanité. Les lois actuelles sur les semences et les droits de propriété intellectuelle violent le principe de partage entre paysans, qui est l'épine dorsale des systèmes agricoles paysans, de la souveraineté semencière et alimentaire, et du droit humain fondamental à l'alimentation.

Nous ne pouvons pas rester passifs devant cette dépossession et destruction légalisées. Nous sommes obligés de résister. Nous nous engageons à travailler en alliance les uns avec les autres, avec les paysans et les mouvements des peuples indigènes, et avec des organisations de la société civile et des personnes physiques ayant les mêmes idées, pour lutter contre la propagation de ce système de domination agressif et violent sur la base de l'autonomie, l'auto-organisation collective, la coopération, le partage, la solidarité et le respect mutuel.

Nous affirmons notre opposition de principe à toute forme de propriété privée sur toute forme de vivant, les semences et les informations y relatives ou aux droits exclusifs sur leur utilisation. Nous rejetons la modification génétique et autres technologies privatives de droits actuelles et à venir dans l'agriculture, du fait que ces technologies reposent sur la désintégration des systèmes agricoles holistiques, l'exclusion des paysans du processus de sélection des plantes et de la gestion des ressources naturelles, et du contrôle des semences et matériels végétaux désormais dans les mains des multinationales et des élites politiques.

Nous rejetons le diktat de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) sur ses pays membres, à travers l'Accord sur les Droits de Propriété Intellectuelle lié au commerce (ADPIC), pour adopter des règles permettant la privatisation des semences et des connaissances qui les entourent. Nous rejetons les lois du type de l'Union Internationale pour la Protection de Nouvelles Variétés de Plantes (UPOV) et autres réglementations de propriété intellectuelle sur les semences et les variétés végétales. C'est aussi inacceptable que des accords bilatéraux de libre échange imposent aux pays du Sud des mesures liées aux droits de propriété intellectuelle, qui vont au-delà des provisions de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Nous nous opposons aux lois traitant de la marchandisation et de certification des semences. Les nouvelles lois semencières sapent les systèmes semenciers paysans développés localement par des générations de paysans et orientent vers une participation en surcroissance du secteur privé dans le commerce des semences. En plus de cela, ces lois ne promeuvent qu'un type de sélection de semences. Ces lois sont entièrement orientées vers des variétés génétiquement uniformes et commercialement sélectionnées en termes de contrôle de qualité des semences et d'enregistrement des variétés. Il est clair que ces lois criminalisent la vente des variétés de semences paysannes. Le but ultime de ces lois est d'ouvrir de nouveaux marchés pour les firmes semencières et de faciliter la suprématie des multinationales dans le secteur semencier partout au Sud et de disqualifier et criminaliser les systèmes semenciers paysans.

Nous nous opposons à la fragmentation de l'information génétique and à l'isolement de cette information des ressources physiques à travers des Systèmes d'Information Mondiaux (SIM) tel que DivSeek (un système d'information mondial sur le séquençage génétique et les connaissances y relatives pour la semence, proposé par la Banque Mondiale), puisqu'il y a la possibilité que l'utilisation de cette information accélère davantage la privatisation des semences à travers des systèmes légaux internationaux.

Nous allons lutter pour des lois, des politiques et programmes publics qui soutiennent et renforcent les paysans et les communautés à poursuivre leurs pratiques diverses et appropriées de sélection variétale, de production et de distribution de semences. Nous allons lutter pour un rôle plus responsable des activités du secteur public fondées sur des processus continus d'engagement démocratique, participative et transparent avec les citoyens

et les populations de nos pays et régions. Nous allons continuer à défende nos droits de produire, utiliser, échanger et vendre toute semence et matériel végétal.

Nous allons travailler pour recouvrer, maintenir et étendre l'utilisation de la semence paysanne, et pour la résurgence des cultures alimentaires variées, comme la voie effective vers la protection de la biodiversité. Nous reconnaissons l'irréductible diversité qui ne peut être gérée qu'à travers des systèmes paysans de production semencière et maintenus par les paysans en tant que sélectionneurs et utilisateurs des semences. Nous croyons que les semences sont un patrimoine collectif au service de l'humanité et qu'elles doivent être gérées collectivement, démocratiquement et de durablement. Nous réaffirmons la centralité des paysans comme les premiers intendants de nos ressources génétiques collectives, particulièrement les paysannes, qui continuent de jouer un rôle direct dans la conservation et l'amélioration de ces ressources. Nous nous engageons à soutenir les familles et communautés paysannes dans leur rôle d'intendant, et à nouer des liens avec des alliés, partout où nous pouvons les trouver, pour faire avancer la cause de la souveraineté alimentaire et semencière.

Organisations:

- Acción Ecológica – Ecuador
- Acción por la Biodiversidad – Argentina
- African Centre for Biodiversity – South Africa
- Articulación Nacional de Agroecología/Grupo de Trabajo en Biodiversidad
- Asociación Nacional para el Fomento de la Agricultura Ecológica - ANAFAE- Honduras
- Commons for EcoJustice – Malawi
- Earthlife Africa Durban
- Fahamu Africa
- Farmers' Seed Network – China
- GRAIN
- Growth Partners Africa
- Grupo Semillas – Colombia
- JINUKUN - COPAGEN, Cotonou, Benin
- Kenya Food Rights Alliance
- Movimiento de Pequeños Agricultores (MPA) – Brasil
- Peasant Farmers Association of Ghana
- PELUM Association Zimbabwe
- Red de Agrobiodiversidad en la Zona Semiárida de Minas Gerais – Brasil
- Red de Coordinación en Biodiversidad - Costa Rica
- Red Nacional para la defensa de la Soberanía Alimentaria en Guatemala, REDSAG - Guatemala
- Red por una América Latina Libre de Transgénicos
- Swissaid Guinea-Bissau
- Zimbabwe Smallholder Organic Farmers Forum (ZIMSOFF)

South-South Dialogue Participants

AFRICA

• Benin	Rene Segbenou	COPAGEN
• Chad	Jean Laoukolé	Swiss Aid
• Ghana	Victoria Adongo	Peasant Farmers Association of Ghana
• Guinea-Bissau	Cherno Talato Jalo	Swiss Aid
• Iran	Ali Razmkhah	CENESTA
• Kenya	Daniel Maingi	Growth Partners Africa
• Malawi	Bright M Phiri	Commons for EcoJustice
• Senegal	Fahamu Diedhiou	FAHAMU
• Niger	Ibrahim Hamadou	Swiss Aid
• South Africa	Stephen Greenberg	African Centre for Biosafety (ACB)
• South Africa	Mariam Mayet	African Centre for Biosafety (ACB)
• South Africa	Gareth Jones	African Centre for Biosafety (ACB)
• South Africa	Haidee Swanby	African Centre for Biosafety (ACB)
• South Africa	Rachel Serakwana	African Centre for Biosafety (ACB)
• South Africa	Mercia Andrews	Rural Women's Assembly
• South Africa	Vanessa Black	
• Tanzania	Sabrina Masinjila	African Centre for Biosafety (ACB)
• Zimbabwe	Gertrude Pswarayi	PELUM Zimbabwe
• Zimbabwe	Delmah Ndlhovu	Zimsoff/La Via Campesina Africa 1
• Zimbabwe	John Wilson	Concerned individual, Zimbabwe Seed Sovereignty Alliance

ASIA

• China	Lisa Zhu Zhenyan	Third World Network (TWN)
• India	Shalini Bhutani	Concerned individual and activist
• Indonesia	Muhammad Raf Rifa'i	Indonesia Peasant Alliance (Aliansi Petani Indonesia - API)
• Malaysia	Sangeeta Shashikant	Third World Network
• Mynmar	Sai Lone	Swiss Aid
• Philipines	Nori Ignacio	SEARICE
• Philipines	Lee Aruelo	Third World Network (TWN)

LATIN AMERICA

• Argentina	Carlos Vicente	GRAIN
• Brazil	Gilberto Schneider	MPA
• Brazil	Fernanda Monteiro	National Network on Agroecology (Working Group on Biodiversity)
• Colombia	Germán Vélez	Grupo Semillas/Colombia
• Costa Rica	Silvia Rodríguez	Academic and University Lecturer (School of Environmental Sciences)
• Ecuador	Elizabeth Bravo	RALLT/Accion Ecologica
• Guatemala	Rolando Lemus	REDSAG
• Honduras	Octavio Sanchez	ANAFAE

EUROPE

• France	Guy Kastler	Via Campesina, France
• Germany	Stig Tanzmann	Bread for the World
• Switzerland	Fabio Leippert	Swiss Aid
• Switzerland	Tina Goethe	Bread for All
• Switzerland	François Meienberg	Berne Declaration